

69652

COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AFRIQUE

STATUTS  
CENTRE SOUS-REGIONAL DE RECHERCHE  
SUR LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION  
ET LE BATIMENT  
(CEREM)

## TITRE I : INTERPRETATION

### Article 1 :

Dans les présents Statuts :

- a) Par "Accord" on entend l'Accord portant transformation du Centre de la Construction et du Logement (CCL) de Cacavelli à Lomé, en Centre Sous-régional de Recherche sur les Matériaux de Construction et le Bâtiment (CEREM);
- b) Par "CCL" on entend le Centre de la Construction et du Logement situé à Cacavelli - Lomé (Togo);
- c) Par "CEREM" on entend le Centre Sous-régional de Recherche sur les Matériaux de Construction et le Bâtiment.

## TITRE II : LE CEREM ET SA VOCATION

### Article 2 :

Le CEREM est un établissement commun des Etats membres, spécialisé dans la recherche sur les matériaux de construction et le bâtiment.

## TITRE III : STRUCTURE DU CEREM

### Article 3 :

Pour atteindre ses objectifs et mener à bien son mandat tels qu'ils sont définis dans l'article 5, Titre II de l'Accord, le CEREM se compose des divisions ci-après avec leurs responsabilités correspondantes :

<u>Division</u>	<u>Responsabilités</u>
A. Planification et conception du bâtiment	<ul style="list-style-type: none"><li>a) Etude des programmes et problèmes liés au bâtiment</li><li>b) Concepts et techniques du bâtiment</li><li>c) Planification du bâtiment</li><li>d) Gestion et économie du bâtiment</li><li>e) Codes et règlements du bâtiment</li><li>f) Infrastructure</li><li>g) Physique de la construction</li><li>h) Statistiques relatives au logement et à la planification</li></ul>

<u>Division</u>	<u>Responsabilités</u>
B. Matériaux de construction	a) Etude des matières premières b) Production de matériaux de construction c) Développement de la technologie des matières premières (minéraux, bois, résidus agricoles, fer et acier, plastiques et produits chimiques, etc.)
C. Structures et fondations	a) Mécanique des sols b) Conception et analyse des structures c) Prescriptions techniques d) Fondations e) Techniques de la construction
D. Contrôle de la qualité et normalisation	a) Essais et évaluation des matériaux b) Elaboration des normes de qualité
E. Formation	Moyens matériels et programmes de formation à l'intention de : a) Spécialistes scientifiques et techniques de la recherche b) Techniciens de la production et de la construction
F. Services consultatifs techniques	a) Unités pilotes et projets de démonstration b) Séminaires techniques c) Services de consultants d) Liens entre la recherche et l'application
G. Information	a) Bibliothèque b) Documentation c) Diffusion
H. Administration	Services d'appui.

#### TITRE IV : ORGANES DE FONCTIONNEMENT

##### Le Conseil d'Administration

##### Article 4 :

Sans préjudice des fonctions, qui lui sont assignés dans l'Article 9, Titre IV de l'Accord, le Conseil d'Administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour lui permettre d'être garant de la qualité des travaux réalisés par le CEREM.

Pour ce faire :

- a) Il oriente la politique générale et les activités du CEREM et prend toutes les mesures propres à réaliser la vocation et à atteindre les objectifs du CEREM;
- b) Il contrôle l'exécution effective des décisions qu'il a prises;
- c) Il établit, adopte et modifie, selon que de besoin, son propre règlement intérieur;
- d) Il décide des modifications éventuelles à apporter aux statuts du CEREM;
- e) Il détermine les modalités matérielles et financières des stages de formation ou de perfectionnement, de l'exécution des projets pilotes dans les pays membres et des divers services que le CEREM est appelé à rendre aux Etats membres ou non membres du CEREM;
- f) Il nomme et met fin aux fonctions du Directeur du CEREM après consultations;
- g) Il nomme le Comité Consultatif de recherche;
- h) Sur proposition du Directeur, il nomme et révoque le personnel cadre du CEREM;
- i) Il approuve le statut du personnel élaboré par le Directeur;
- j) Il examine les candidatures d'admission de nouveaux membres et statue sur ces admissions;
- k) Il décide de l'exclusion d'un Etat défaillant et enregistre le retrait d'un Etat contractant;
- l) Il est chargé du règlement des différends.

Article 5 :

Le Conseil d'Administration élit son Président parmi ses membres. Celui-ci convoque le Conseil, préside à toutes ses séances et règle toutes questions relatives aux actes de délibération du Conseil. En cas d'empêchement il est suppléé par un membre élu.

Article 6 :

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des deux tiers des membres votants.

Le Conseil d'Administration se réunit en session ordinaire une fois par semestre. Sur convocation de son Président ou à la demande des deux tiers de ses membres votants, il peut se réunir en session extraordinaire.

Article 7 :

Le Secrétariat de la réunion du Conseil d'Administration et de tout organe subsidiaire de celui-ci est assuré par le Directeur Général du CEREM.

Article 8 :

Les sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil d'Administration se tiennent au si  re du CEREM à moins qu'elles ne soient convoquées dans un autre endroit en application d'une décision prise lors d'une précédente session du Conseil.

Article 9 :

Le Directeur Général du CEREM conserve des comptes rendus appropriés des délibérations et des décisions du Conseil d'Administration.

Article 10 :

Le CEREM prend à sa charge les frais de voyage et de séjour des membres du Conseil d'Administration à l'occasion des réunions de celle-ci.

La Direction

Article 11 :

La Direction du CEREM est assumée par un Directeur Général qui doit être un spécialiste des questions relatives au bâtiment et (dans une moindre mesure) aux infrastructures de base. Architecte ou ingénieur, il doit posséder une grande expérience théorique et pratique, en particulier dans le domaine de l'habitat en Afrique. Il doit posséder de solides qualités d'administrateur et est responsable de la coordination des travaux de tous les experts et du personnel administratif et technique. Sa principale langue de travail est le français, mais il doit également avoir des connaissances suffisantes de la langue anglaise.

Article 12 :

Le Directeur Général du CEREM est nommé par le Conseil d'Administration pour une durée de deux ans renouvelable. Le Conseil d'Administration peut mettre fin à tout moment aux fonctions du Directeur Général lorsque le bon fonctionnement, l'honorabilité et le prestige du CEREM l'exigent.

Article 13 :

Le Directeur Général est l'Agent d'exécution des décisions du Conseil d'Administration dont il reçoit des délégations de pouvoirs. A ce titre :

- a) Il est responsable de l'organisation et de la mise en oeuvre du programme de travail du CEREM approuvé par le Conseil d'Administration;
- b) Il exerce son contrôle à tous les échelons du service;
- c) Il est responsable de la gestion financière et du personnel du CEREM;
- d) Il soumet à l'examen du Conseil d'Administration des rapports annuels et des rapports spéciaux éventuels sur les activités du CEREM;
- e) Il prépare, tous les ans, conformément au règlement en vigueur les comptes financiers et le projet du budget du CEREM qu'il soumet à l'examen du Conseil d'Administration;

- f) Sous réserve des directives du Conseil d'Administration, il est chargé de la perception des contributions et toutes autres ressources devant être versées par les Etats membres;
- g) Il peut, avec l'accord du Conseil d'Administration, accepter tous dons, legs et subventions faits au CEREM par les Gouvernements, les institutions publiques ou privées, les organisations et organismes internationaux, les pays donateurs ainsi que par des particuliers;
- h) Il a qualité pour engager toutes dépenses dans la limite du budget approuvé par le Conseil d'Administration ; il est liquidateur et ordonnateur des dépenses du CEREM;
- i) Il procède, après avis du Conseil d'Administration, au recrutement du personnel administratif et technique du CEREM;
- j) Il représente le CEREM en justice et dans tous les actes de la vie civile, par délégation du Président du Conseil d'Administration.

#### Le Comité Consultatif de Recherche

##### Article 14 :

Sous réserve des dispositions des Articles 7 et 16 du Titre IV de l'Accord, le Comité Consultatif de recherche est composé :

- a) du Directeur Général du CEREM qui en assume les fonctions de Secrétaire;
- b) des directeurs (un par Etat membre) des laboratoires et centres nationaux de recherche;
- c) d'experts à titre individuel.

##### Article 15 :

Le Comité Consultatif de recherche est chargé :

- a) d'aider le Directeur Général du CEREM à établir les programmes de recherche du CEREM et à assurer leur harmonisation avec les programmes des laboratoires et centres nationaux de recherche;
- b) de fournir des avis en matière de coopération et d'aider le Directeur Général en ce qui concerne l'assistance que le CEREM doit accorder aux laboratoires et centres nationaux de recherche;
- c) d'aider le Directeur Général du CEREM à identifier les projets pilotes et à planifier leur exécution dans les Etats membres;
- d) de présenter au Conseil d'Administration toutes recommandations susceptibles d'améliorer la qualité des services que le CEREM est appelé à rendre aux Etats membres.

##### Article 16 :

Le Comité Consultatif de recherche est nommé tous les deux ans par le Conseil d'Administration sur proposition des Gouvernements des Etats membres.

Article 17 :

Le Comité Consultatif de recherche élit son Président parmi ses membres qui sont directeurs des laboratoires et centres nationaux de recherche.

Article 18 :

Le Comité Consultatif de recherche se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son Président. Il peut valablement délibérer si les deux tiers de ses membres sont présents. Les conclusions de ses délibérations sont soumises, sous forme de recommandations, au Conseil d'Administration.

Article 19 :

Sous réserve des dispositions des Articles 14 à 18 des présents Statuts, le Comité Consultatif de recherche élabore et adopte son propre Règlement Intérieur.

Article 20 :

Le CEREM prend à sa charge les frais de voyage et de séjour des membres du Comité Consultatif de recherche à l'occasion de leur participation aux réunions dudit Comité.

En ce qui concerne les experts à titre individuel, membres du Comité Consultatif de recherche, le Conseil d'Administration devra déterminer les émoluments et autres frais qui doivent leur être payés sur le budget du CEREM.

TITRE V : RELATIONS AVEC LES LABORATOIRES ET CENTRES  
NATIONAUX DE RECHERCHE

Article 21 :

La création du CEREM ne doit gêner en rien le bon fonctionnement des laboratoires ou centres nationaux de recherche existants ou projetés qui se consacrent aux travaux relatifs aux essais sur les matériaux, aux techniques de construction des routes, aux travaux publics, à la recherche sur le bâtiment.

Article 22 :

Une coopération institutionnelle étroite doit être maintenue entre le CEREM et les laboratoires et centres nationaux de recherche, et donner lieu à la définition en commun des programmes de recherche du CEREM et des centres nationaux de recherche de manière à permettre un échange fructueux de renseignements et de techniques, et à la réalisation de projets sur le terrain (unités pilotes, projets de démonstration, etc.) dans les Etats membres.

Article 23 :

Le CEREM doit organiser régulièrement des programmes de formation, des cours de recyclage et des séminaires à l'intention du personnel des laboratoires et centres nationaux de recherche en consultation avec ceux-ci.

Article 24 :

Le CEREM est chargé d'organiser des échanges de spécialistes de la recherche entre le Centre et les laboratoires et centres nationaux de recherche sur des thèmes de recherche bien précis ou pour des périodes bien déterminées.

Article 25 :

Le CEREM est chargé d'organiser sur une base régulière la diffusion de l'information, des publications, etc. entre le CEREM et les laboratoires et centres nationaux de recherche. Des publications pourront être entreprises conjointement chaque fois que possible.

Article 26 :

Le personnel des laboratoires et centres nationaux de recherche a libre accès au matériel et installations de recherche du CEREM conformément aux modalités à arrêter par le Conseil d'Administration sur proposition du Conseil Consultatif de recherche du CEREM.

TITRE VI : AMENDEMENT

Article 27 :

Les présents Statuts peuvent être modifiés par le Conseil d'Administration à la majorité des deux tiers de ses membres votants.